

Ce qui aurait pu n'être qu' un déménagement



regards croisés autour de l'expulsion
de l'ex-école G Brassens

(Octobre 2021)

*Croiser les regards
les expériences* *classes* *et les savoirs*

September 2021

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30		

Avant
Pendant
Après

En janvier 2020, des habitants de la métropole lyonnaise investissaient l'ex-école G Brassens sur la commune de Feyzin¹. D'une grande diversité d'origines (européens, africains...) et de situations familiales, ils ont, pendant l'année qui a suivi, cohabité et réussi à s'organiser pour faire de ce lieu destiné à la démolition un espace de vie.

Depuis, sur ce lieu, l'État (via la DIHAL²) a investi un temps important d'accompagnement mis en œuvre par l'ALPIL³ (logement), ALYNEA⁴ (emploi), CLASSES⁵ (scolarité).

Sur ce lieu des investissements associatifs multiples ont permis d'accompagner, l'accès aux droits, des apprentissages (santé, numérique...), des pratiques artistiques... mais aussi assurer la mise à disposition de denrées de base notamment pendant la période du COVID.

Après **le jugement du tribunal** ordonnant aux habitants de quitter les lieux, **l'été 2021 a été un long chemin d'inquiétude** pour les habitant.e.s. Et pourtant...

*Jeudi 15 juillet 7h du matin sous le portique installé dans la cour,
un papa pousse son fils sur la balançoire dans la cour de l'ex-école :*

*« s'ils savent où on doit aller, qu'ils nous le disent, on ira :
pas besoin d'envoyer la police ! »*

Mais voilà, ce qui aurait pu n'être qu'un déménagement (dans la logique du plan de résorption des bidonvilles⁶, dans la suite du diagnostic réalisé au printemps) **s'est transformé en une expulsion menée de façon très classique** : pression policière préalable, arrivée massive non annoncée de la police le jeudi 16 septembre matin, transfert collectif non anticipé de quelques familles vers une structure d'hébergement. **Vous trouverez dans les pages qui suivent, le récit détaillé sous les regards croisés d'habitants et de membres de l'association C.L.A.S.S.E.S.**

Effets de l'expulsion : les semaines d'après

Les trois semaines⁷ qui ont suivi l'expulsion montrent les effets dramatiques de cette expulsion si on veut bien les regarder du côté des familles. Ils sont décrits tout au long de ces pages par les membres de l'association C.L.A.S.S.E.S. et des habitant.e.s du lieu qui ont accepté de contribuer à ce travail :

- dégradation des conditions de vie avant l'expulsion, mais aussi parfois dans les nouveaux lieux de vie,
- traumatisme du temps d'attente dans l'incertitude et de l'expulsion,
- conséquences dramatiques sur la scolarité des enfants
- ...

À noter :

- Sur les 120 personnes environ vivant sur le lieu **une quarantaine seulement ont été hébergées.**

- Aucune des familles (hébergées ou non) n'avait au terme de ces trois semaines de perspective clairement annoncée en terme d'hébergement ou de logement à moyen terme : au mieux un engagement oral de la structure d'hébergement de ne pas les remettre à la rue.
- Aucune des familles (hébergées ou non) n'avait dans ces trois semaines de perspective clairement annoncée de reprise de la scolarité des enfants en primaire.
- Les structures d'hébergement mobilisées ont été informées tardivement de l'arrivée des familles, ce qui rendait difficile toute anticipation^{8 9}.
- Le nouveau gros squat où se sont dirigées un certain nombre de familles est un lieu de tensions fortes ce qui est une dégradation certaine des conditions de vie puisque dans l'ex-école avait réussi à se maintenir une forme de cohabitation dans la durée.

Des familles non-retenues pour l'hébergement :

La plupart se sont réfugiées (voir p21) dans un nouveau squat qui s'était ouvert cette année¹⁰. Certaines ont erré de parking en parking ¹¹, aux alentours de Feyzin.

Pour ces familles, la scolarité enclenchée à la rentrée en primaire a été interrompue à cause de l'éloignement entre le nouveau lieu de vie et les écoles de Feyzin.

Dans ces familles au moins une relevait du diagnostic réalisé par l'ALPIL et n'a pas été hébergée.

Quelques familles hébergées :

39 personnes au matin du 16 septembre ont été accueillies à l'ancienne caserne Chabal¹² à St Priest. Une famille de 6 personnes a été finalement hébergée dans un centre d'hébergement d'urgence sur Bron¹³ le 16 au soir.

Pour ces familles la scolarisation des enfants d'âge primaire a été interrompue à cause de l'éloignement entre le nouveau lieu de vie et les écoles de Feyzin. Elle ne s'est pas remise en route en proximité dans les trois semaines suivantes. La scolarisation des collégien.nes s'est poursuivie grâce à l'accompagnement des médiatrices et médiateurs de C.L.A.S.S.E.S. malgré l'éloignement important pour certains entre lieu de vie et collège.

Et il faudrait compléter cet état des lieux par le non-hébergement de tous les autres qui se sont dirigés vers différents lieux de squats.

Vous trouverez p 20 des éléments détaillés sur les parcours ainsi que quelques extraits d'interviews des personnes concernées.

Au-delà des réalités douloureuses recueillies et relatées dans cet écrit, nous voilà convoqués à chercher avec ces habitant.e.s de la métropole des chemins plus humains pour avancer vers des solutions de logement dignes, vers une scolarisation durable pour les enfants et les jeunes.



AU FIL DES ÉVÉNEMENTS

Jun 2021

Le jugement p 5

Été 2021

une Longue période d'inquiétude p 6

Mercredi 15 septembre

L'alerte p 10

Jeudi 16 septembre

Une expulsion classique p 12

Juin 2021 : Le jugement

Au tribunal

J'étais partie au tribunal.¹⁴ Moi, mon mari, ma sœur on était là bas. J'étais deux fois là-bas déjà.

Vous étiez tous venus. J'avais été impressionnée.

On était partout.

Et le jour au tribunal, qu'est ce qui s'est passé ?

Ils ont dit une date, on a attendu la date et on n'a pas reçu la date.

La date pour partir ?

Oui la date d'expulsion. On n'a pas reçu. Tout le monde a dit c'est le 2, c'est le 23, et tout ça et elle est pas venue.

Et après, vous avez reçu un papier ?

Non, c'est pour ça qu'on a peur tout le temps qu'elle est passée la police : Demain vous allez partir. On a fait les bagages tout le temps. On est resté et y a personne qui est venu.

À l'audience début juin tous les habitants étaient présents.

Le 23 juin c'est le jugement du tribunal¹⁵ qui tombe commandant l'évacuation des lieux.

pour diffusion solliciter l'auteur

Été 2021: **une longue période d'inquiétude**

Le mardi 13 juillet, un huissier passe distribuer des « commandements de quitter les lieux » pour le 15 juillet.

Alors au matin, le 15 juillet déjà, les voitures sont chargées : à l'aube les habitant.e.s finissent de vider leurs logements.



Commence alors une longue période d'attente pendant laquelle

- ✓ les logements installés ont perdu leur chaleur humaine vidés qu'ils avaient été de tout ce que chacun y avait mis pour les rendre accueillants.
- ✓ le soin porté à l'environnement du lieu s'est délité faute de perspectives
- ✓ les nuits blanches ont été nombreuses
- ✓ il y a eu aussi une visite massive de police
- ✓ mais la vie s'est poursuivie,
- ✓ et la rentrée est arrivée

... le tout dans une inquiétude quotidienne

Le jeudi 16 septembre cela faisait donc déjà deux mois que les habitant.e.s poursuivaient leur quotidien en s'attendant à tout moment à devoir quitter leur logement.

JUILLET 2021		AOÛT 2021	
1	2	1	2
3	4	3	4
5	6	5	6
7	8	7	8
9	10	9	10
11	12	11	12
13	14	13	14
15	16	15	16
17	18	17	18
19	20	19	20
21	22	21	22
23	24	23	24
25	26	25	26
27	28	27	28
29	30	29	30
31		31	

les logements installés ont perdu leur chaleur humaine

Fallait que ça s'arrête

Moi déjà j'ai envie de partir de là bas, parce que déjà c'était sale là bas. Tu vois. Ya pas les douches elles marchaient pas, y avait pas l'électricité. Les cafards et tout ça , y'avait plein. C'était pas bon là bas. C'était mieux de dégager. Au foyer, n'importe où.

Fallait que ça s'arrête et faut qu'on parte. Parce que là bas, on peut pas rester. Parce que c'était la misère.

préparer les affaires

Mais toi tu t'étais préparée quand même pour l'expulsion ? Ça fait plusieurs mois que tu prépares des affaires

Oui ça s'est trouvé dans ma tête quand même, parce que on disait qu'ils allaient nous expulser, qu'on va pas rester là-bas : ils ont dit en juillet qu'ils vont fermer le squat, quand le mois de juillet est venu tout le monde était inquiet dans la cour, tout le monde était inquiet dans la cour, chacun se préparait un peu, un peu des choses.

Quand tu dis se préparait, ça veut dire ranger des affaires

Ranger mes affaires celles qui sont importantes parce qu'on ne peut pas prendre tout, on prend ce qui est important

On les range et après on fait quoi avec ?

On les range et après on les met à côté parce qu'on savait pas quand est-ce que les policiers vont venir pour expulser. Alors si ils venaient dans ce moment-là, quand ils venaient les choses qu'on a préparées c'est ce qu'on va prendre.

Comment on fait pour trier ce qui est important ? Parce que c'est compliqué de pas tout emporter

Pour moi ce qui était important c'est les documents pour nous les documents de l'école pour mes enfants, les habits et les chaussures de mes enfants

Y en a qui ont rangé, comme les roumains qui ont rangé, ils ont mis leurs bagages dans leur voiture parce que eux pensaient que les policiers allaient venir directement pour les expulser, si ils venaient ce jour-là, ils prenaient seulement leur voiture pour partir

L'huissier était passé dire « Faut partir le 15 juillet » et après ça a duré, duré. Et dans ce cas là comment ça se passe ? On prépare les affaires et on laisse les affaires dans le sac...

Oui tout le temps le soir on a fait et le matin on allait sortir. Tout le temps, tout le temps on a fait ça ; Et c'est pour ça qu'on a fait une réunion là bas. Pour savoir une date quand il y a l'expulsion. Parce que nous des fois à 5h à 6h on était réveillé. Parce qu'on a prévu qu'elle vient la police. Et c'est pour ça que j'ai dit : « il faut une date correcte ».

Pour les enfants c'est pas tranquille. Parce que des fois la grande, elle sait tout elle comprend tout, elle dort pas la nuit quand on était dans le squat.

Même les enfants ils comprenaient

Oui, tous les enfants ils ont crié dans le squat. Demain on va sortir, Demain on va sortir . Tout le monde a fait ça.

C'était presque devenu un jeu sans être un jeu. Les enfants quand on arrivait ils disaient « Dans 10 minutes la police elle vient » parce qu'ils avaient besoin de parler de ça d'une certaine façon.

mais **la vie s'est poursuivie,**

Donc les affaires, c'était prêt depuis le mois de juillet ?

Oui c'était prêt (les sacs avec les affaires rangées) mais après on les désordonne encore

dans une inquiétude quotidienne.

Sur place personne ne savait quand, personne ne savait quoi pour après.

« Ils nous ont dit qu'on aurait un logement après mais on sait pas. »

Personne n'était venu donner une information officielle¹⁶, expliquer. Nous (C.L.A.S.S.E.S.) avons essayé de rassurer : « ils ont dit qu'ils prévendraient avant, que ensuite ce n'est pas comme avant, il y a eu le diagnostic avec l'ALPIL et vous aurez un endroit où aller... »

Mais quel discours tenir pour ne pas trop nous avancer ? Qu'était-il raisonnable de dire pour ne pas engager les habitants sur de faux espoirs ?

Les nuits blanches ont été nombreuses,

Oui on dormait pas, depuis qu'on nous a annoncé que les policiers ils doivent passer là-bas pour nous expulser, on dormait pas, on dormait pas ; on a fait un mois, deux mois on dormait pas là-bas. Quand on dort on se prépare pour se réveiller parce qu'on ne sait pas à quelle heure les policiers vont descendre.

il y a eu aussi fin août une visite massive de police

Elle a procédé à des contrôles d'identité et un recensement des personnes présentes.

Ils sont venus il y en avait partout, ils m'ont réveillée, ils voulaient savoir combien on était, ils contrôlaient les papiers.

C'était à la fin du mois d'août. La police était venue dans la cour. Moi je savais pas, ils ont tapé ma porte vers les 8h. ... Je me suis réveillée. Ils m'ont dit c'est la police. J'ai ouvert la porte. Ils disent « vous êtes combien ici ? Nous sommes 5, je suis seule avec mes enfants. Il est où le papa des enfants ? J'ai dit nous sommes divorcés. Ils m'ont demandé les papiers, j'ai fait sortir les papiers des enfants et pour moi aussi. Après ils sont sortis de ma maison, ils sont partis de l'autre côté pour continuer. Ils étaient nombreux oui, derrière la cour aussi ils ont été. Après ils ont fait le contrôle de toute la cour jusque vers 11h... et ils se sont retournés.

Quand ils sont arrivés vous vous saviez pas pourquoi ils venaient ?

Non moi je savais pas moi je dormais.

Du coup ça fait peur ?

Ah oui, quand j'ai vu les policiers dans ma porte j'étais étonnée quand même, j'étais étonnée, mais j'avais le courage d'ouvrir la porte et ils sont rentrés il ont fait le contrôle et après ils sont sortis.

Tu as pensé quoi quand tu les as vu arriver ?

Quand je les ai vus j'ai pensé qu'ils étaient venus pour nous faire chercher dans la cour, c'est ça qui est venu dans ma tête, ils sont venus pour nous expulser. Après je n'ai pas vu ça, c'est le contrôle des documents qu'ils étaient en train de faire.

Deux mois qu'on se demandait quand ça allait arriver, mais Dieu merci ils étaient venus seulement pour contrôler les gens et enregistrer les gens qui sont dans la cour.

Et puis la rentrée scolaire est arrivée

Avant la rentrée les familles dont les enfants n'étaient pas scolarisés sont venues demander comment faire. Les médiateurs/trices de C.L.A.S.S.E.S. ont donc préparé avec les familles les inscriptions.

Premier contact avec la mairie le jeudi 26 août qui demande à ce que nous transmettions la liste des enfants à inscrire, ce qui est fait dès le lendemain matin, vendredi 27. L'après midi, la mairie répond qu'elle souhaite attendre que la rentrée soit passée pour voir où elle pourrait inscrire les enfants.

Lundi 30 août : nous exprimons notre inquiétude sur le fait que les enfants ne puissent pas être présents dans les classes le jour de la rentrée qui approche.

Sans réponse, le mercredi 1^{er} septembre nous relançons exprimant notre incompréhension que les enfants de l'ex-école ne soient pas traités comme tous les enfants en cette rentrée.

La mairie s'offusque d'insinuations de discrimination. Mais la rentrée se passe sans inscription.

Après relance, la semaine suivante, le mardi 7 septembre la mairie donne des créneaux horaires pour les inscriptions pour les 9 et 10 septembre. Les démarches sont faites sur les créneaux indiqués.

La semaine suivante, le lundi 13 septembre lors d'un appel pour une inscription dans une école¹⁷ la directrice nous dit « vous êtes sûr qu'il faut le faire ? Vous êtes au courant que l'expulsion est imminente. »

Que savaient-ils eux ? Des informations qui n'auraient pas été données aux familles ni aux associations qui les accompagnent ?

Mardi 14 mêmes remarques lors d'inscriptions dans une autre école.

Nos démarches semblent passer pour un acharnement vain, mais ces enfants ont pu finalement être inscrits dans les jours précédents l'expulsion et certains ont pu aller ainsi à l'école les deux semaines suivantes malgré tout ! (voir p24). Que ce serait-il passé sinon pour eux ?

Mercredi 15 lors d'un contact pour les inscriptions restantes la personne de la mairie suggère d'un air entendu de venir lundi prochain.

Que savait-elle, que les familles ne savaient pas encore, que nous ne savions pas encore ?

Mercredi 15 septembre : l'alerte

Dans l'après-midi nous recevons un message

envoyé : 15 septembre 2021 à 14:40

de: macha@riseup.net

à : Liste de diffusion Intersquats69 <intersquats69@lists.riseup.net>

objet : [intersquats69] URGENCE FEYZIN Message reçu à l'instant sur facebook

Salut à tou.tes,

Voici le message que nous venons de recevoir sur facebook d'un certain Monsieur...

"Urgent appelez moi je suis et j ai su que les CRS allaient intervenir demain à 7h à l école brassens demain. 07 00 00 00 00"

Si quelqu'un est en lien avec les habitant.e.s, peut-être serait-il judicieux de le rappeler (histoire de confirmer l'info)? et surtout de prévenir les habitant.e.s?

Berthe appelle le lanceur d'alerte pour valider l'information. Elle tombe sur un monsieur très inquiet lorsqu'il réalise que son numéro de téléphone est en train de tourner sur les réseaux sociaux. De la discussion il ressort qu'il a l'air bien informé, sincère, intéressé personnellement à protéger les habitants de l'intervention de la police car ayant le souhait de s'engager auprès des personnes qu'il considère comme opprimées. Nous décidons donc d'y être présents le lendemain matin à l'aube.

Il est 22h quand une habitante appelle Berthe :

le coup de fil du mercredi soir

Elle est venue la dame, et le monsieur¹⁸, « faut partir parce que demain la police il arrive. 200, je sais pas combien de police » il m'a dit. « Il faut partir avant la police ».

Je lui ai dit « Pourquoi on va partir, parce qu'on n'a rien fait. » En partant je t'ai appelée et on a fait ça.

T'as très très bien fait hein. Vraiment. Heureusement que tu as téléphoné parce que du coup vous êtes restés, les familles sont restées et du coup, le lendemain quand la police est arrivée les choses se sont passées pour ces familles-là de façon convenable pour un accompagnement vers un autre hébergement pour ne pas rester sur la rue.

Cette habitante était là le vendredi 10 avec deux autres à une rencontre¹⁹ avec ALPIL, Alynea, Médecins du Monde, Croix rouge, CLASSES. Elle a entendu des choses sur le plan de résorption des bidonvilles. Elle nous a entendu dire que ça ne se passerait pas comme d'habitude, que le diagnostic de l'ALPIL c'était pour préparer une solution d'hébergement après. Est-ce que c'est ça qui l'a poussée à appeler plutôt que de préparer ses affaires et vite se mettre à l'abri ?

Une discussion vive a lieu alors au téléphone entre Berthe et les membres d'intersquat présents sur le lieu ce mercredi soir. Ils finissent par préciser ensemble la démarche à suivre :

- dire aux habitants pouvant être en situation administrative compliquée de se mettre à l'abri du contrôle de police du lendemain → quitter le lieu

- dire aux autres habitants de ne pas partir pour ne pas risquer de perdre le bénéfice du plan de résorption des bidonvilles dont nous avons compris qu'il devrait permettre un hébergement.

on a fait confiance

Et quand tu t'es dit je reste. Comment dire, t'avais pas de doute ? T'étais sûre ? Ou tu t'es dit Berthe elle est gentille mais...

Non, nous on a fait confiance. Tu sais on dit pas un mot comme si c'était n'importe quoi. On dit pas ça. Quand tu dis une chose tu fais ça. Nous on dit pas, « c'est ça c'est ça » non. Nous on n'aime pas ça. On est sûr.

J'avais pas peur mais les enfants...

J'avais pas peur qu'ils viennent la police parce que moi aussi j'habitais avant dans les squats c'était la même chose tout le temps avec ça. J'avais pas peur de la police.

Mais c'est pour les enfants, c'est pas pour nous. Pour nous on peut faire n'importe quoi mais pour les enfants non.

et toi tu as su comment ?

Moi j'étais dans ma maison et mes enfants ils étaient venus en me disant quelqu'un m'a dit que y a une association qui a téléphoné là-bas, que demain la police doit passer pour expulser les gens.

J'ai dit quoi ? Je suis sortie ; quand je sors je demande à une autre personne, la personne répète la même chose, quand je demande à une autre elle dit la même chose aussi, j'ai pris le téléphone j'ai appelé Berthe. Quand j'ai appelé Berthe, Berthe elle a dit nous on n'a pas reçu la nouvelle, je n'ai pas reçu la nouvelle, moi je n'ai rien compris. Après quelques temps, quelqu'un a appelé Berthe encore, tu comprends, parce que Berthe elle était pas à Lyon, elle était en dehors de Lyon. Après le soir elle m'a appelé, et je prends du courage et de toutes façons j'ai préparé quelques effets, c'est ça qu'elle m'a dit, qu'elle sera là le lendemain à 6h. Parce que Berthe elle n'était pas sûre, si le lendemain les policiers vont venir, parce que la personne qui a dit elle n'était pas sûre. Quand je l'ai appelée au téléphone, elle a dit nous on n'a pas reçu la nouvelle, ALPIL nous a pas appelés, la préfecture nous a pas appelés, on n'a rien reçu comme nouvelle, de toutes façons prépare des effets, les choses qui sont importantes, demain je serai là, nous serons là-bas le matin très bonne heure.

Comme Berthe m'a dit de rester là-bas jusqu'à ce que les policiers viennent me trouver c'est la parole que j'ai acceptée sinon y avait une association qui était venue pour ceux qui veulent pas dormir là-bas pour monter dans le bus vers les 23h d'aller dormir dans un coin là après le matin ils vont venir ; mais moi je n'ai pas monté dans leur voiture j'étais dans la maison je suis venue dans la cour je les ai vus après je suis retourné dans la maison.

Parce qu'effectivement, on savait pas ; c'était un peu comme vous, nous y a quelqu'un qui a dit qu'il avait envoyé le message en disant ça doit être demain, mais on n'était pas sûrs.

On n'était pas sûrs oui, parce que quand on était partis pour la réunion on s'est posé la question : « quand est-ce qu'ils vont faire l'expulsion ? » « quand est-ce que la préfecture va prendre sa décision ? » on s'est posé la question là-bas . Après vous avez dit que vous allez faire une autre réunion le mercredi prochain et c'est mercredi prochain là qu'ils doivent annoncer que les policiers doivent venir, mais le mercredi prochain moi je n'ai pas été dans votre réunion.

Elle était pas passée, c'était encore le mercredi après y avait pas eu encore la réunion, mais t'as raison, t'avais bien compris que nous on espérait en savoir plus mais on n'a pas su...

*Jeudi 15 juillet 7h du matin sous le portique installé dans la cour,
un papa pousse son fils sur la balançoire dans la cour de l'ex-école :*

*« s'ils savent où on doit aller, qu'ils nous le disent, on ira :
pas besoin d'envoyer la police ! »*

Jeudi 16 septembre matin

Il a demandé juste les papiers et a dit que on est au foyer et c'est tout. Il m'a donné l'adresse et on est venu ici déjà.

Vous vous êtes venus en voiture directement ?

Oui.

Ils vous ont juste donné l'adresse ?

Oui. Et il a appelé quelqu'un pour qu'on rentre dedans. On a donné juste le nom à l'entrée. Après on a attendu ici tout le monde.

Jeudi 16 septembre : Une expulsion classique :

car, ce jeudi c'est bien la police que nous attendons.

Nous nous retrouvons devant le squat à partir de 6h15 : Berthe et Serge, Sarah, Jacques et déjà quelques habitant.e.s qui n'ont évidemment pas trop dormi.

Et toi tu étais réveillée déjà ?

Je n'ai pas dormi, je n'ai pas dormi, j'n'ai pas dormi. Quand on m'a annoncé la nouvelle, j'ai pas dormi. J'n'ai pas dormi, même mes enfants ils n'ont pas bien dormi. J'ai marché dans la maison j'ai jeté un coup d'oeil au dehors. À 5h je me suis réveillée, j'ai vu quelques uns qui marchaient dans la cour, je suis sortie à l'avanture de ma porte. Je me suis assise là-bas. Après vers les 6h je vous ai vus là-bas, je suis venue vers vous, je vous ai salués, après y avait beaucoup de gens qui étaient venus aussi pour voir ce qui va se passer, le jour de l'expulsion. Parce que les gens n'étaient pas sûrs, y a beaucoup de gens qui étaient pas sûrs ; après je suis retournée à ma maison.

Certains ont chargé leur voiture et l'ont mise dans la rue. Une voiture est chargée mais encore dans la cour. La grande cour est très largement vidée de toutes les voitures qui étaient encore là samedi. Reste dans la première petite cour les voitures en réparation.

Est-ce qu'ils vont venir ?

Nous tournons régulièrement la tête vers l'entrée de la rue au Nord quand un bruit de moteur se fait entendre.

On ne sait pas. Il y a un monsieur qui a dit que oui, mais on n'a pas eu d'information de la préfecture.

Et l'heure tourne... plusieurs habitants viennent discuter sur le trottoir.

Elle vient la police ?

Que répondre ? Redire que nous avons eu la même information qu'eux, mais pas d'autres nouvelles, pas d'information officielle de la préfecture ou d'autres. Des enfants aussi commencent à arriver.

On va pas à l'école aujourd'hui. Moi je commence à 10h mais je vais pas. Tu sais on va où après ?

Un groupe de jeunes arrive, alertés par intersquat, rejoints par d'autres un peu plus tard. Une quinzaine seront là pendant toute l'intervention : certains.e.s ont participé, à l'aide d'un camion, à déménager les effets personnels des occupants partis la veille.

7h pas d'arrivée de la police

Une jeune femme arrive, qui se présente comme journaliste du Progrès. Nous la questionnons et elle nous dit avoir eu l'information du lanceur d'alerte la veille... et qu'alors elle a appelé la préfecture qui a confirmé l'information « oui on va venir ». Elle nous questionne. Berthe lui explique le plan de résorption des bidonvilles, lui dit notre étonnement qu'il puisse y avoir expulsion ? Évacuation ? Sans que les habitants ne soient prévenus.

Un monsieur arrive avec le premier bus, après avoir passé une nuit à errer dans Lyon, il tente de retirer des informations.

7h25 toujours rien

Nous commençons à dire aux enfants qui sont là : « peut-être ça sera pas pour aujourd'hui... oui il va falloir aller à l'école. »

À 7h moins j'ai dit à Berthe « est-ce que ma fille elle peut aller à l'école ? » et puis 7h et quelques, elle dit si 7h30 ils viennent pas, tu peux dire à ta fille d'aller à l'école. 7h30 est arrivé, j'ai dit à ma fille d'aller à l'école. Après c'est pour ça qu'elle est partie. Vers les 8h moins ils ont commencé à venir.

7h45 un gyrophare au bout de la rue et là 15 cars de CRS, un fourgon cellulaire et de nombreuses voitures de police prennent place tout le long de la rue. À partir de là tout va très vite. En faisant le calcul on peut imaginer que c'est une centaine de personnes qui se déploient sur le site. Les CRS commencent par faire rentrer les habitants tout en maintenant les « soutiens » sur le trottoir. Ils maintiendront tout au long la séparation, filtrant entrées et sorties, s'efforçant d'empêcher toute communication entre les deux groupes.

C'est les sirènes que j'ai entendues, à ma maison on était bouleversées, ... je suis sortie j'ai appelé ma fille pour qu'elle s'en retourne à la maison ; son téléphone il passait pas, les policiers ont commencé à entourer la cour et Berthe m'a demandé le numéro de ma fille, elle a réussi, elle a appelé ma fille ; après Berthe elle est sortie en courant pour appeler ma fille, c'est Berthe qui a fait revenir ma fille à la maison.



Les policiers obstruant l'entrée refusent de la laisser rentrer, rejoindre sa famille , c'est en hélant la personne de la DDETS impliquée dans le programme de résorption des bidonvilles²⁰ à l'intérieur du site que nous parvenons à la voir rejoindre les siens.

Réveille-toi on va partir

Ma fille (elle a 6 ans) elle a dormi jusqu'à 7h et dix minutes ma fille. Parce qu'elle a pas dormi jusqu'à 3h et elle a dormi après. J'ai réveillé dans le lit ah ! Ya la police. Réveille-toi on va partir. C'est ça que j'ai dit, vite parce qu'elle dormait.

Elle s'était pas endormie parce que elle savait ?

Oui que vient la police demain matin.

Dans la cour

Berthe et Jacques rentrent avec les habitants.

Le temps de saluer les enfants et une maman (sa fille est grelottante , terrorisée devant cet afflux de personnes en uniforme, et leurs véhicules à gyrophares). Mais ils ne sont pas les bienvenus.e.s.

« Madame vous n'avez rien à faire ici !

De quel droit me touchez-vous ?

Vous allez sortir .(il joint le geste à la parole...)

Berthe se fait assez rapidement et vivement raccompagner à la porte. Non sans avoir protesté contre la façon de la pousser vers la porte.

Des groupes de trois CRS se chargent des familles d'habitants, leur demandant de les conduire chez eux, de récupérer leurs papiers et leur affaires. Jacques se colle à un groupe familial. Arrivés devant leur porte ils rentrent récupérer leurs affaires, Jacques reste devant la porte. Un CRS lui demande « qu'est-ce que vous faites là vous ? » « J'accompagne la famille. » Ils ressortent avec deux ou trois sacs à la main. Et repartent vers le portail « accompagnés » par les CRS.

Jacques se faufile vers des parents qui sont devant chez eux avec leurs enfants habitués des ateliers de peinture. Les CRS sont en train de contrôler leurs cartes d'identité. Ils vérifient sur une liste. Puis « c'est bon vous allez là-bas le bus va arriver ». Jacques questionne « mais ils ont préparé leurs affaires dans leur voiture... ». Perplexité, court silence, l'un va se renseigner. « C'est bon vous pouvez y aller avec votre voiture ». Ils partent vers le portail pour rejoindre leur destination : la fameuse caserne Chabal²¹ à St Priest. Qui leur donne l'adresse ou des indications ? Et c'est pareil pour une autre famille voisine, mais leur voiture est encore dans la cour...

qui est là ?

Entendu au vol dans la cour :

« Faut l'envoyer vers la PAF »

il n'y a donc pas que des CRS...

« lui c'est l'OFII²² ».

L'OFII ils ont des gilets rouges... Eux sont reconnaissables, comme les CRS en uniformes, mais d'autres sont sans uniforme, avec un brassard de police : un par exemple qui est là collé aux 2 personnes de la préfecture. Il y a aussi deux messieurs à la carrure assez imposante en costume avec un badge façon cadres d'entreprise qui tournent au milieu de la cour ; c'est l'un d'entre eux qui viendra ensuite poser la chaîne sur le portail d'entrée : « des gens de Total » dira quelqu'un. Il y a un monde fou et pas toujours identifié. Nous ne repérerons pas par contre d'interprète. Mais...

Après y a un monsieur aussi qui était venu « préparez-vous vos pièces d'identité ». Les policiers sont dans la cour ils sont venus des policiers ils ont commencé à nous demander, l'OFII est venu, parce que c'est l'OFII qui a commencé à contrôler les papiers ; ... et y avait un policier qui était à côté des gens de l'OFII, il était en civil, mais il avait le badge des policiers (elle montre le bras) un badge de police. Lui il n'était pas en habit de police mais sûrement que c'est le badge qui signifie que c'est un policier ... y a une dame qui a dit qu'ils vont nous chercher une place.

Un peu plus loin deux *gilets rouges* sont en train de discuter avec cette maman. Jacques s'approche d'elle : elle a en main une feuille et un stylo. Elle expliquera plus tard :

Oui ils ont des papiers là y a deux choses : si tu n'es pas français on te demande si tu veux retourner chez toi . Si tu ne veux pas retourner chez toi, si tu veux rester en France, tu signes ça aussi . Moi comme j'ai mes papiers, et toi aussi tu es venu, t'as dit « mais toi tu as des papiers » j'ai dit oui j'ai sorti mes papiers j'ai signé : je me retourne pas.

Et t'avais compris tout de suite ?

Oui, non attendez avant que je ne signe ils ont contrôlé d'abord mes papiers, la première personne qui contrôle les papiers ils étaient en avant les gens de l'OFII étaient derrière eux tu comprends ? Les gens qui contrôlent les papiers quand j'ai fini avec eux, les gens de l'OFII aussi étaient venus avec leur feuille. Ils ont demandé si tu veux te retourner chez toi tu signes ça et ils vont s'occuper de toi jusqu'à ton jour de départ, t'acheter le billet tout ça là. Si tu ne veux pas te retourner chez toi aussi tu vas signer ça aussi.

Les personnes de l'OFII réagissent au questionnement de Jacques :

- Ne vous inquiétez pas, nous n'obligeons personne, c'est sur la base du volontariat... »



Aucun souci effectivement, la situation est sous contrôle. Au milieu de la centaine d'intervenants de la force publique les explications circonstanciées de l'OFII qui propose un hébergement (contre signature de cet engagement au retour) garantissent la liberté de chacun de bénéficier ou non de cette aide ? Et cette maman pas très à l'aise avec le français à l'écrit, est tout à fait en situation de pouvoir comprendre ce qui est écrit sur le papier qu'elle va signer. Il n'y a pas à s'inquiéter !

Là l'un des CRS que l'on pourrait penser être le chef des opérations²³ s'approche.

- Vous êtes qui ? - Une association - Laquelle ? - C.L.A.S.S.E.S.

Il se tourne vers un autre pour questionner puis : « vous sortez » et assez rapidement ses collègues se rapprochent et... joignent le geste à la parole.

Pour votre sécurité ! ■

*Ils nous ont dit de sortir, mais comme des policiers ils disent qu'il y a cette famille ils ont contrôlé cette famille d'abord . Pour la sécurité ils ont dit à la dame de s'asseoir là-bas après moi aussi quand on m'a contrôlée **la police a dit de rester à côté de la dame pour la sécurité parce qu'au dehors de la cour y avait plein de personnes** ; nous nous sommes assises là-bas.*

Toi tu avais déjà sorti tes affaires les sacs, tout ça ?

Oui moi je sors avec mon sac comme ça le sac de mes enfants, de l'école, le sac de mes enfants était au dos , le gros sac comme ça et le petit sac à main ; mes enfants aussi ils avaient des petits sacs à main aussi.

moins violent qu'à marseille ■

Toi, je jour de l'expulsion-même, tu dis j'ai l'habitude, j'ai déjà vu.

Oui je connais trop ça ! avant j'ai habité Marseille 15 ans, j'ai vu plein de choses là bas. Et c'est pour ça que j'ai pas peur de la police : même à Marseille on nous a jeté dehors à 11h le soir dans le parc. Et après j'ai appelé l'assistante pareil et j'ai parlé avec des gens ils ont envoyé un camion on nous a donné une salle grande on est resté un mois ou deux mois parce qu'il faisait froid dehors. C'était en décembre ... le 5 ou le 6. Et la police a fait la bagarre avec les Roumains parce qu'ils ne veulent pas sortir la nuit.

Même ma mère elle a fait une bagarre avec la police. Elle est rentrée dans une porte comme ça et la police l'a fait sortir.

Et c'est pour ça que j'ai pas peur de la police.

Depuis le trottoir : des négociations à la marge

La procédure en route nous nous retrouvons à attraper au vol toutes les situations qui se présentent et sur lesquelles il nous semble utile d'interpeller, la police, la personne de la DDETS...

Un monsieur a laissé ses papiers à l'intérieur, mais ne peut plus accéder à la cour dû à la politique stricte d'aucune entrée aucune sortie. Il s'adresse aux « soutiens » dans l'espoir que quelqu'un réussisse à le faire entrer. Seulement encore une fois se pose la question de savoir si ce n'est pas plus risqué qu'il rentre et se fasse empoigner par la PAF, dont nous savons à ce moment là qu'elle est sur place. Nous lui conseillons de demander à quelqu'un, déjà à l'intérieur d'aller les chercher. Seulement la communication est compliquée... Il finira par réussir à entrer.

Un autre avait laissé sa famille à l'abri et s'était rendu sur place avant l'arrivée de la police. Cependant, méfiant quant à la procédure, il a dans un premier temps préféré observer à l'extérieur caché au milieu des « soutiens ». Quand il eut compris, qu'il fallait absolument se trouver à l'intérieur pour bénéficier d'un hébergement ; il se manifeste. Il tente tant bien que mal de soutirer des informations à chacun des acteurs pour savoir ce qu'il doit faire. Il fait apparemment partie du diagnostic, seulement on ne connaît pas sa situation administrative pour pouvoir lui affirmer clairement quoi que ce soit. La personne de la DDETS est interpellée sur sa situation, mais martèle comme seule réponse le fait qu'« il n'était pas dans la cour au moment de notre arrivée ».

une expulsion classique

Une famille revenue en hâte de Villefranche, le père y faisait les vendanges : « ils n'étaient pas sur le site, on ne les prend pas » « mais le monsieur était au travail... » Sidérations : C'est tout de même la seconde fois que cette famille est tenue à l'écart d'un accueil en hébergement bien que recensée par l'ALPIL (cf évacuation du Hangar voisin précédemment) !! Mme voudrait tout de même récupérer des effets préparés de la veille, refus des policiers, Berthe joue la comédie à un des chefs qui, en fin de cette opération, se laisse attendrir , Mme récupère 2 sacs et seulement deux sacs : des vêtements pour elle, sa fille (toujours en attente d'une affectation en collègue), et pour le père.

Quand nous questionnons sur la non-prise en charge de ces familles, la réponse officielle entendue tout le temps de l'expulsion est : « ils n'avaient qu'à être là ! ».

Tu aurais envie de lui dire quoi ?

Les gens étaient étonnés, là surtout on était bouleversés quand même on était bouleversés, la cour était bouleversée oui tout le monde était bouleversé parce que on sait pas où aller où on va rester tu comprends ? On avait eu le courage de rester quand même. C'était pas normal de rester, il a fallu du courage parce que sinon juste comme ça on a envie de partir.

Quand nous tentons d'expliquer : « ils sont partis parce qu'ils ont eu peur de la police »

La personne de la DDETS nous répond « il n'y a pas de raison d'avoir peur de la police... ».

Et tu dirais que tu as ressenti quoi ? C'était plutôt de la peur ou tu étais en colère ou ...

Oui j'avais peur parce que quand tu vois les policiers à côté de toi parce que c'est des enfants tu comprends, j'avais peur parce que je me demandais comment ça allait passer.

Parce que justement la dame de la préfecture quand on lui a dit « y a des gens ils sont partis ils sont pas là parce qu'ils avaient peur que la police arrive » elle nous a dit « mais y a pas de raison d'avoir peur de la police » c'est bien aussi que toi tu puisses dire pourquoi on peut avoir peur, qu'on a le droit d'avoir peur .

Parce que ce jour-là c'est eux qui avait le pouvoir ce jour-là, c'est eux qui commandaient déjà j'ai su quand il a dit qu'il faut pas circuler ici, regarde comment ça c'est passé avec toi quand le policier il t'a sorti.

Le car ...

Les 50 places ne sont pas toutes occupées par les personnes, ni par les bagages et pour cause le mot d'ordre des policiers, non adapté à la situation d'une Résorption de bidonvilles, était de ne prendre « que les papiers ». Nous apprendrons ensuite que dans la mesure où l'alerte avait été entendue, des familles avaient consignés beaucoup de leurs effets. De toutes façons, aucun camion ou bus prévus pour le transport d'effets personnels : vêtements, couches et biberons , couvertures ...



L'autre « car »...

Un fourgon cellulaire présent depuis de le début de l'opération sera finalement déplacé au bout de la rue. Il repartira vide ce matin -là.

Et des questions qui nous traversent douloureusement

Un appel d'un enfant à un « soutien » qui vient nous questionner : « Tu crois qu'il faut qu'ils reviennent ? » La famille de cet enfant est à deux pas, sur la place près du Vival, ils se demandent s'ils doivent venir. Et nous voilà, Sarah, Jacques, avec eux, pris entre

- leur dire de venir pour ne pas passer à côté de la proposition d'hébergement,
- leur dire de ne pas venir pour ne pas risquer d'être embarqués si leur situation administrative n'est pas en règle du côté des papiers.

Situation à responsabilité insupportable, nous n'avons pas les éléments pour décider, eux n'ont pas les moyens non plus d'évaluer la bonne décision, ceux qui auraient les éléments sans doute (l'ALPIL qui a fait le diagnostic social ?) ne sont pas là. Nous questionnons pour évaluer, le « soutien » nous parle d'une carte d'identité italienne, ce qui pourrait plaider pour une situation régulière et donc l'intérêt de venir... mais comment être sûrs dans le dialogue avec un enfant (seul à avoir une maîtrise suffisante de la langue pour dialoguer). Nous choisissons la sécurité, leur expliquons que le risque est grand à venir se jeter entre les mains de la police.

Au final après coup nous pouvons aussi nous dire que s'ils étaient venus, comme d'autres ils auraient été rejetés parce qu'ils n'étaient pas là dans l'école à l'arrivée de la police. Mais cela n'enlève rien à cette situation à laquelle nous n'étions pas préparés et pour laquelle nous n'avons pas les moyens de répondre sereinement à la famille qui jouait là le quotidien des jours suivants, sans doute même d'une période longue à venir... (voir p 24)

A cela s'ajoute le nombre de personnes qui pensaient faire partie du diagnostic et qui n'ont finalement pas été hébergées et ainsi des espoirs nourris et déçus.

Nous nous posons la question de savoir comment se serait déroulé le déménagement si un car n'avait pas été apprêté la veille par les soutiens. Où aurait tenu toutes les affaires ? Certainement pas dans la seule soute mise à disposition. Combien d'affaires parfois importantes auraient pu être perdues si la date de l'expulsion n'avait pas fuité ? Combien ont été perdues avec ce départ précipité comme le démontre l'exemple de ce monsieur venu chercher ses papiers.

Après l'espoir d'un relogement se trouve la désillusion pour certains des conditions de vie au sein de la caserne Chabal²⁴. Si le logement est maintenant légal, il reste tout aussi précaire et l'insécurité reste de mise. Personne ne sait ce qui l'attend à court ou moyen terme. Comment peuvent-ils être sûrs et rassurés sur le fait qu'on ne les remettra pas à la rue ? Combien de temps devront-ils vivre dans ce centre d'hébergement alors que certains ont vu leur conditions de vie baisser ? Difficile de se sentir chez soi quand on leur retire maintenant tout droit de visite et qu'il est interdit de sortir après 22h. Certains ont perdu jusqu'à leur intimité, puisqu'ils doivent maintenant cohabiter avec une autre famille dans une même pièce. A cela s'ajoute les trajets maintenant interminables pour se rendre au travail ou à l'école et tout cela pour ne même pas gagner en confort au sein de leur habitation.

Nous ne pouvons dès lors que nous poser la question de savoir si nous n'avons pas mis notre parole en porte-à faux en présentant le plan de résorption des bidonvilles qui était censé les reloger.

Enfin sur ce trottoir...

Des habitants feyzinois alertés, déjà croisés sur le site ou non, élus dans l'opposition ou non, ont rejoint l'attroupement dans l'objectif d'entre-aider en toute humanité.

Les médiatrices d'alynéa alertées par nos soins, arrivent aussi, inquiètes de ne pas trouver M.X qu'elles devaient rencontrer aujourd'hui pour l'accompagnement à l'emploi.

L'équipe de Médecins Du Monde arrivera aussi vers 10h avec deux collègues pour leur intervention prévue les jeudis une semaine /deux ce matin-là.

Deux familles se raccrochent à nous (Médecins du Monde, CLASSES) pour trouver une alternative ne pas rester à la rue, celle de cet enfant dont la maman relève d'une attention particulière quant à sa santé, et celle revenue de Villefranche. Cette dernière accepte d'être accompagnée par un monsieur Feyzinois pour aller voir le squat de St Genis Laval, l'idée est qu'elle y retrouvera des personnes déjà croisées sur le squat du Hangar évacué précédemment. Nous apprendrons que l'autre famille a suivi mais n'est pas restée dans la grande friche de St Genis Laval.

Plusieurs familles d'emblée, semblent sorties des « radars » : une famille habitante depuis les débuts à l'ex-école, une autre avec 8 enfants, une autre sans enfant, toutes les familles considérées hors dispositif pour raison de nationalité hors UE... d'autres ont été accueillies avec des personnes « isolées » en dépannage dans le squat E C Guillotière. Le lien téléphonique permet d'établir un suivi.

Nous apprendrons ensuite qu'un homme hospitalisé la veille, est revenu au squat mis sous cadenas alors qu'il y avait le reste de ses papiers, et ses médicaments Longue Durée. Une personne de l' InterSquat a usé du numéro de téléphone de la personne de la DDETS pour que soit résolue cette question. Un autre monsieur, installé depuis peu ici, était mal informé : dans l'après-midi il était de retour et « zonait » à la recherche d'un toit alternatif.

LES EFFETS DE L'EXPULSION

Des scolarités interrompues

Pour des familles non hébergées p 21

Pour des familles hébergées aussi ! p 22

Des scolarités poursuivies
par des familles héroïques p 24

Et Le Logement ? p27

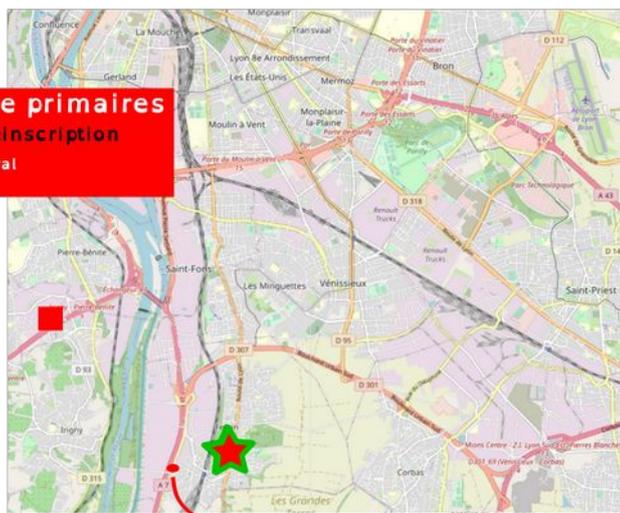
Comment on se soutient sur ce chemin ? P 28

Les informations ci-dessous ont été établies à l'issue des trois semaines suivant l'expulsion. Des informations ont été ajoutées ultérieurement pour donner un peu de perspective à la photo du 7 octobre. **Elles figurent en saumon dans les pages qui suivent.**

Des familles non hébergées parties à St Genis Laval²⁵:

20 enfants en attente de réinscription

La Mouche primaires
attente de réinscription
sur St Genis laval



Ex-école
G Brassens

lieu de scolarisation

nouveaux lieux de vie

Inscriptions faites en septembre sur Feyzin pour des familles demandeuses en cette rentrée. Le déplacement sur St Genis laval impose un changement de lieu d'inscription.

À la date du 6 octobre la prise en compte des inscriptions traîne du côté de la mairie de St Genis laval.

Certaines familles demandeuses de scolarisation à Feyzin semblent en recul depuis cette expulsion.

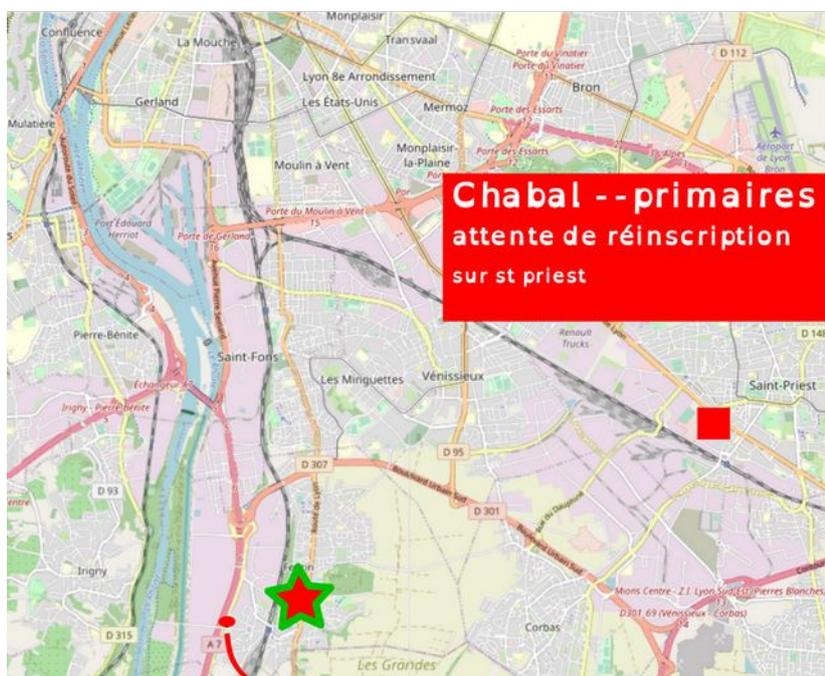
Et d'autres ... qui ne sont pas à St genis Laval !

Mais dispersées sur des parkings, sous tente ou en voiture.

Les effets de l'expulsion : l'habitat, l'école

Des familles hébergées à St Priest :

12 enfants d'âge primaire/maternelle en attente de réinscription

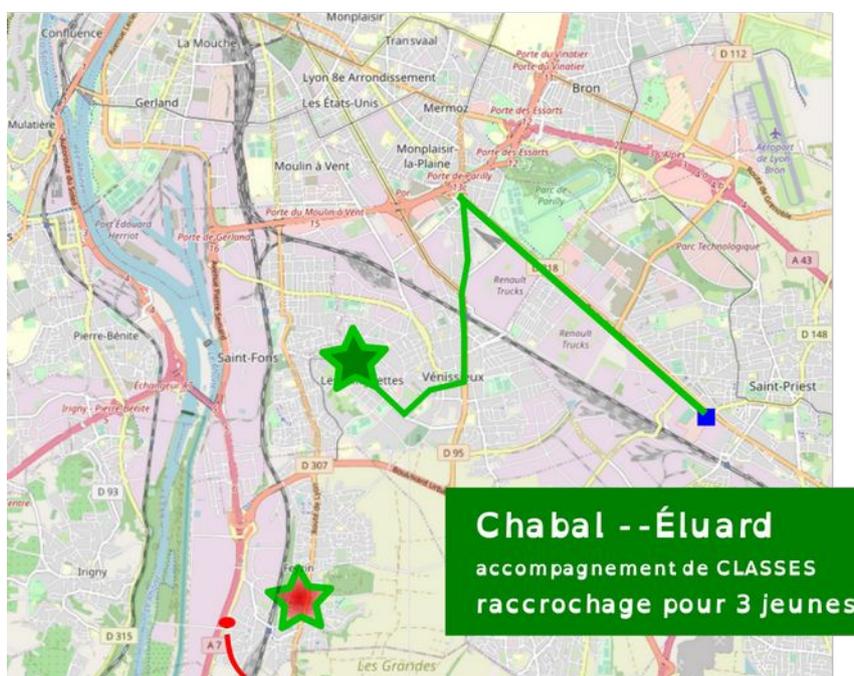


Ex-école
G Brassens

★ lieu de scolarisation

Les enfants scolarisés en primaire sont inscrits à Feyzin, le maintien sur feyzin est problématique vu l'éloignement. Les éléments ont été transmis le lendemain de l'expulsion par C.L.A.S.S.E.S. à la structure d'hébergement de Chabal: il semblerait qu'ils aient été prévenus la veille de l'arrivée de ces nouveaux pensionnaires sans éléments des diagnostics réalisés.

Au 6 octobre les inscriptions des 12 enfants inscrits en primaire sont encore en attente.



Ex-école
G Brassens

★ lieu de scolarisation

Les 3 collégiens ont retrouvé le chemin du collège après accompagnement réalisé par Sebastien (C.L.A.S.S.E.S.) pour montrer le nouveau trajet.

Échos de familles hébergées

Et quand vous êtes arrivés ici ça c'est passé comment ?

Ça c'est bien passé, parce que nous c'était la première fois qu'on venait ici ; ils nous ont accueilli ils nous ont servi à manger des petits goûters, après ils ont dit de rentrer dans leur centre d'accueil là-bas, une famille par famille. Quand une famille rentre on photocopie tes papiers, après on te donne la clef de ta chambre et la clef de la douche et des toilettes...

Et tes affaires t'as réussi à récupérer beaucoup de choses ? Ou y a des choses que tu réalises maintenant que tu n'as pas eu le temps de prendre ?

Oui j'avais laissé assez de choses là-bas, des choses que je peux prendre j'ai pris ça, j'ai confié des choses chez des gens aussi parce que je ne peux pas amener tout ça ici, y a pas de place pour les mettre.

Ils vous ont dit un peu comment ça allait se passer ici combien de temps vous alliez rester ? Si il faut s'installer comme il faut ? Ils vous ont donner des informations ?

Oui la directrice elle a dit ici on a un contrat d'un mois d'abord parce qu'ils sont en train de renouveler de l'autre côté, après le contrat de 1 mois ici, si là-bas c'est fini ils vous nous transférer là-bas.

En espérant que là-bas peut-être tu sois toute seule avec les filles et pas avec une autre famille

Oui, ça dépend de la directrice, je peux pas dire.

Et qu'est ce que tu t'es dit quand tu es arrivée ici.

Le jour que je suis arrivée ici j'aime pas. J'aime pas ici. C'est difficile d'habiter 2 familles dans une chambre. C'est difficile. C'est pour ça que j'aime pas ici. Avec les enfants on peut pas dormir. Y a des hommes y a des femmes. On dort avec les pantalons ; On dort avec tous les habits. Et ça j'aime pas.

Là bas y a 3 familles dans la chambre. Ils sont 3 familles là bas. Y a partout comme ça. 2 ou 3 familles dans une chambre.

Il y a des enfants ils sont pas tranquilles ; ils font n'importe quoi, c'est pas bien.

Et il pleuvait un peu aussi ici c'est ça

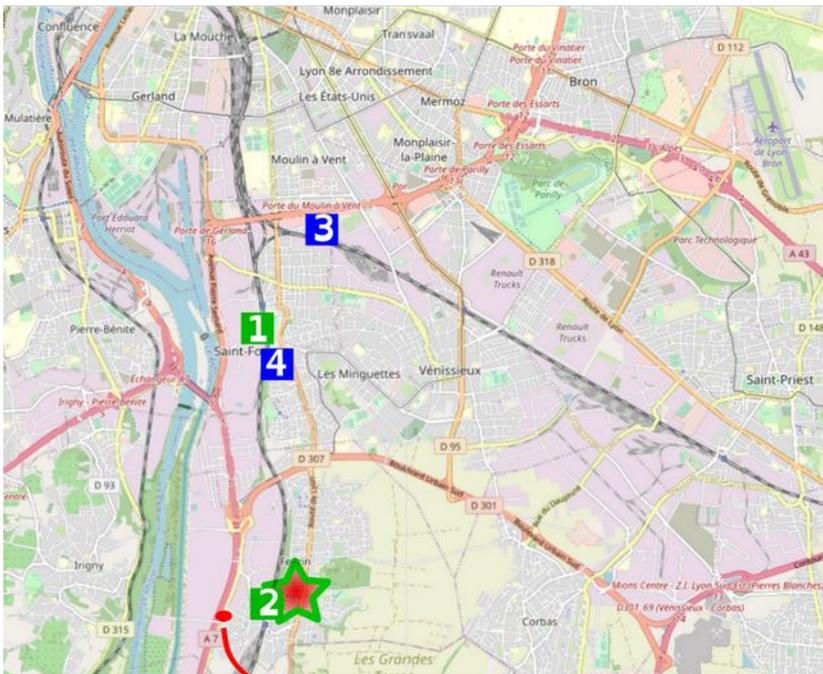
(Soupirs...) depuis que je suis là quand il pleut dehors, il pleut dans ma chambre. Et maintenant il est venu quelqu'un pour réparer aujourd'hui. On sait pas, parce qu'il est passé deux fois. Il est passé deux fois pour réparer et il pleut encore. Et maintenant j'attends la pluie dehors, j'attends on sait pas .

les "héroïques"²⁶

Des familles ont maintenu le lien de scolarisation malgré tout : malgré l'absence d'hébergement décent, malgré la distance des établissements, autant de réalités engendrées par l'expulsion.

Une famille (3 enfants en primaire) non hébergée restée sur le trottoir devant l'ex-école le 16 au matin.

5 hébergement pour 1 mois à l'hôtel



Ex-école
G Brassens

★ lieu de scolarisation

Cette famille a connu en deux semaines 5 lieux de vie différents : parkings, local industriel. Au 6 octobre, elle est de retour sur un parking près de la gare de St Fons.

Durant ces trois semaines : au démarrage les 3 enfants inscrits à Feyzin ont continué d'aller à l'école, grâce au maintien d'une certaine proximité, à la détermination de la famille et à l'ouverture de l'école qui acceptait par exemple des retards les deux jours où la famille passait d'abord par la douche. Mais cette régularité a fini par s'éteindre.

Le 7 octobre un hébergement à l'hôtel pour 1 mois est proposé près de Perrache. Cet hébergement ne tient pas compte des réalités de vie de la famille (vie de famille, activités des enfants dans un quartier inhospitalier, repas, scolarité...) et aucune perspective n'a été formulée dans la durée. Pour l'instant les enfants ne sont pas scolarisés.

Une famille (4 enfants : primaire collège lycée) hébergée à Chabal



Après un jour d'absence les 4 enfants ont tous repris le chemin de l'école : à Feyzin (primaire/collège) et à Oullins pour l'aînée au lycée.

La maman fait quotidiennement les AR de St Priest à Feyzin pour accompagner et aller rechercher ses enfants.

21 octobre : la mairie appelle le médiateur scolaire pour demander «*où est la famille ?* » Visiblement il a été repéré qu'ils continuent à venir à l'école à Feyzin et à y manger à la cantine, or ils n'habitent plus là, non ?...

Les enfants, moi après le jour de l'expulsion, le lendemain mes enfants ont commencé à aller à l'école. ... j'ai commencé directement à accompagner mes enfants parce que s'ils vont rester à la maison ils vont perdre de l'expérience, ils vont redoubler mais Dieu merci ! Le lendemain j'ai eu le courage de les accompagner jusqu'aujourd'hui.

Il faut combien de temps pour y aller ?

Presque 1h, il faut prendre le bus 25 à Parilly, Parilly Feyzin je prends le bus 39 je m'arrête à Garenne, après c'est juste à côté je marche un peu je rentre à l'école, c'est comme ça que je fais.

... et ça continue, je dois aller les chercher aussi ma troisième et ma quatrième.

Les grandes elles vont toutes seules ?

Oui, la deuxième je vais avec elle comme c'est la même route de Feyzin et l'autre elle prend le bus à Parilly elle prend le métro elle continue à Oullins parce que elle a eu le lycée à Oullins.

... elle est très très contente parce qu'elle a eu ses deux côtés à Oullins et à H. Boucher. Après 10 jours à Oullins, elles ont appelé parce qu'il y a une place qui est libre à H. Boucher ; mais maintenant elle dit que à Oullins ça lui plaît, elle veut y rester alors je vais dire aux gens de H. Boucher de plus appeler.

Elles sont fortes.

Oui ça va pour le courage.

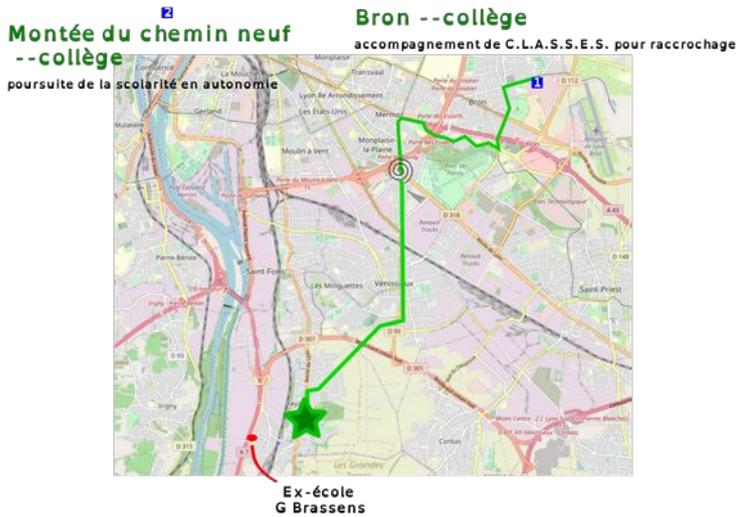
Toi aussi ! Elles sont comme leur maman.

C'est la maman qui est courageuse, la maman elle veut que ses enfants prennent du courage ; si maman était découragée, en première personne, les enfants aussi voient le découragement.

Si la maman garde le courage, les enfants aussi ...

- **Une famille prise en charge par l'Entraide P Valdo** suite à l'occupation d'un gymnase
1 au lycée, 1 en collège, 2 en élémentaire

Une famille partie la veille pour éviter l'expulsion.



La famille a fait partie des occupants du gymnase Clémenceau le 16 au soir puis a été accueillie pour hébergement dans la salle commune de l'entraide P Valdo à Bron.

Accompagnée par CLASSES, la collégienne a repris le chemin du collège le lundi suivant : départ 6h30 du domicile le matin.

son temps de trajet pour le collège est stable depuis le nouvel hébergement : départ 6h30, métro, puis bus depuis la station Parilly.

Son frère mettait 2h pour aller au lycée à Brignais. Une semaine plus tard le 25 septembre, la famille a été transférée à l'auberge de jeunesse montée du chemin neuf.

Depuis l'expulsion les 2 petits frères ne sont pas scolarisés (à la date du 6 octobre).

D'après leur grande sœur ils devraient commencer à l'école après le 8 novembre.

Un dossier

Ça fait un an et demi que je fais des dossiers et j'ai rien reçu. J'ai reçu le code unique et j'attends maintenant. Combien de mois, je sais pas.

Toi tu as l'impression d'avoir fait pendant très longtemps les papiers, les dossiers.

Oui, j'ai tous les papiers. On a la carte vitale on a les impôts,.....on a tout tout tout tout tout. On attend maintenant pour le logement. Et on sait pas.

Après ? Ça dépend de la chance

On sait pas, ça dépend.

Du travail ? des fiches de salaires ?

Y a une dame ici, elle travaille elle est restée 3 ans ici. C'est ça que je dis, ça dépend la chance que tu as.

Toi ta petite sœur elle a été prise dans un foyer avant .

Oui elle a pris un foyer, c'est un appartement, elle paie 200 euros et c'est son appartement c'est pas cher pour 200 euros. Moi, c'est pas grave que moi je paie 700 euros et j'ai mon appartement.

C'est ce que tu avais expliqué pendant la réunion en posant la question « pourquoi ? »

Oui, c'est pour ça que ça m'embête. Y a des assistants ça dépend de l'assistant. Y a des assistants qui te mettent les papiers rapidement, y a des assistants qui t'écrivent juste comme ça et t'attends. C'est ça...

Tout seul tu peux rien faire du tout...

Vous avez reparlé avec les gens d'ici de la question du logement pour la suite ou pas ?

Maintenant j'ai le dossier pour le logement et j'attends maintenant le contrat de travail, qu'il a un contrat de travail pas de chômage parce que le chômage ya pas beaucoup. J'attends un contrat et je mets une somme plus bien, et après je mets un dossier.

D'accord. Et le dossier tu le mets à qui ?

Je sais pas. Ils me disent pas.

Dans la réunion l'autre fois on a reparlé du diagnostic, l'alpil et tout ça. Comment toi tu vois ça ? Ce qui s'est passé tout les gens que vous avez rencontrés l'année tout les gens qui sont venus vous voir pour vous poser des questions et ... Et ce que ça a donné ou pas donné. T'en penses quoi ?

C'est bien, parce que y a des gens qui te dit fait ça, pour tes papiers fais ça. Ça c'est bien parce qu'ils te montrent le chemin que tu fais . C'est bien ça et j'aime trop ça parce que si y a pas des gens comme l'Alpil comme l'assistante, si y a pas ça tu peux pas rester en France. Tu fais rien. Oui par ce que sans l'assistant, tu peux faire rien du tout. Tu sais pas quel papier il te faut tu sais pas, rien du tout. C'est pour ça que c'est bien.

Comment on se soutient sur ce chemin ?

Ton téléphone ça a été magique pour cette famille

Il y a autre chose que toi seule peut raconter, c'est quand t'avais appelé Berthe parce qu'il y a une jeune femme qui risquait de partir.

Oui, c'est une fille de 15 ans. La chef elle a dit elle peut pas la prendre ici parce qu'elle est mineure. J'ai dit qu'elle a un papier de Roumanie parce que son mari peut le ramener en France, il peut rester avec eux. Et il peut ramener de Roumanie avec ce papier qui est valable un an. Elle peut rester avec son mari il est majeur déjà, elle a une fille avec elle.

Elle avait peur parce que ici y a une dame elle avait son petit ; la crèche l'a pris elle reste toujours à la crèche maintenant la fille jusqu'à 18 ans. Et c'est pour ça qu'elle avait peur la jeune parce qu'elle comprend. Elle, elle est mineure, sa fille est mineure et c'est pour ça qu'elle a peur.

C'est super d'avoir téléphoné. On n'a pas eu le temps d'en reparler toi et moi depuis que tu as téléphoné. Depuis, les personnes qui sont responsables des jeunes mamans et des jeunes mamans mineures elles se sont occupées de cela et c'est pourquoi elle la maman de Béatrice n'est pas dehors avec son mari et avec l'enfant. Le couple est toujours là avec le bébé et s'ils sortent ça sera pour un autre hébergement, ça c'est sûr. Ça lui a été dit aussi en roumain.

Et Béatrice va bientôt avoir un an. Le 25, c'est ça ?

Oui.

Elle va peut-être passer sa première bougie ici.

Je crois on va faire Noël ici. On sait pas.

C'est important, le rôle que toi tu as joué, c'est super.

Moi, j'aime pas les gens quand ils sont méchants Moi aussi j'ai besoin de quelqu'un, je vais pas la laisser tomber « elle va trouver toute seule », moi J'aime pas ça.

Les choses sont tellement compliquées pour des personnes que l'état, la métropole ne connaissent pas. Ton téléphone ça a été magique pour cette famille parce que ça l'a protégé tout de suite.

Moi là-bas, la métropole mon portable je l'ai donné partout, même pour les familles qui savent pas parler, j'ai donné mon numéro de portable et tout le temps ils m'ont appelée pour eux. C'est pour ça.

Et nous qu'est-ce qu'on peut faire ?

qu'est-ce que nous on peut faire pour aider au courage ?

Ce que vous les associations pouvez nous aider comme du courage, c'est de nous conseiller et nous donner des bonnes idées de nous guider dans le bon chemin. Les bons chemins peuvent nous aider à avoir des logements. C'est ça qui est important, le logement.

ANNEXES

1. Regards croisés autour de l'expulsion de l'ex-école G Brassens p 30
2. Article du journal Le Progrès du vendredi 17 septembre p 31
3. Questions de vocabulaire p 33
4. Un cas d'école pour un changement de modèle : le plan de résorption des bidonvilles p32
5. CR de la rencontre du 10 septembre à l'initiative de C.L.A.S.S.E.S. p34
6. Notes

pour diffusion solliciter l'auteur

Regards croisés autour de l'expulsion de l'ex-école G Brassens

Fruits d'une présence de l'association C.L.A.S.S.E.S depuis l'ouverture de ce lieu de vie²⁷ :
autour de l'accompagnement de C.L.A.S.S.E.S. ²⁸
autour des ateliers de peinture en lien avec A&D²⁹ & co³⁰

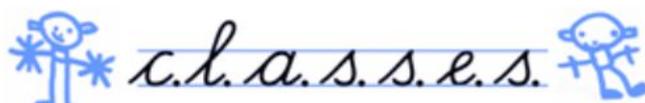
Fruits d'une présence alentour de l'expulsion³¹ :
temps de travail le vendredi 10 septembre *sous le tilleul*³²,
présence aux matins du 15 juillet, du 16 septembre et tout au long de l'été,
démarches sur Feyzin (mairie/circonscription Éducation Nationale) pour la scolarisation
en septembre,
accompagnement des suites de l'expulsion en septembre.

Une écriture à plusieurs voix³³ et mains de l'équipe de C.L.A.S.S.E.S. avec des habitant.e.s.

Un tissage de ces écritures croisées et une réécriture du texte d'origine à la lumière de ces
croisements de regards.

Et un temps de travail collectif à venir sur l'objet final.

Un travail commun qui porte déjà du fruit
par le lien tissé avec des adultes qui prennent leur place de relais « militants » solidaires.



Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation
et le Soutien aux Enfants des Squats

<https://classes069.blogspot.com/>

contact@classes-asso.org

Pour des questions autour de ce document,

contact : J Miquey 07 55 90 96 46

agirenssemble@classes-asso.org

Comment le squat de l'ancienne école Brassens a été évacué

Les autorités ont mené une opération de grande ampleur ce jeudi 16 septembre au petit matin. Objectif : évacuer le squat de l'ancienne école Georges-Brassens à Feyzin. Cinquante et une personnes ont été prises en charge. Reportage.

Des bruits de couloir ont commencé à courir dès mercredi soir 15 septembre au sein du squat de l'ancienne école Brassens, situé au 9 rue Jean-Bouin à Feyzin. L'évacuation, tant redoutée depuis l'avis d'expulsion lancé cet été, devrait avoir lieu le lendemain. Angoissés par cette perspective, certains ont même pris la tangente dans la soirée.

« On les traite comme du bétail »

est donc sans surprise qu'à 7 heures ce jeudi matin, une trentaine de personnes se sont rassemblées devant le squat. Leur objectif : soutenir les 65 occupants qui restent encore dans les lieux et assurer du bon déroulement de l'opération. « On les traite comme du bétail », dénonce une jeune lyonnaise, investie au sein de la Coordination d'actions pour le logement Lyon et environs. Ses côtés, une sexagénaire, béate pour l'association Classes, les cent pas. Depuis de longs mois, elle accompagne des occupants pour faciliter la scolarisation des enfants. Une jeune fille, rite dans un collège de Feyzin, la questionne : « Est-ce que je peux aller à l'école ? » Malheureusement, la réponse est « non ». Une quinzaine de camions de démolition débarquent dans la rue Jean-Bouin. Il est presque 7h45.

La police aux frontières et la police française de l'immigration et de l'intégration (OFI) sont présentes.

Les policiers ont des casques pare-balles, des gilets pare-balles, des lacrymogènes, des pinces et des bâtons. Les policiers sont venus en force. Face à eux, les squatteurs disciplinés se rassemblent dans le calme. La police aux frontières, l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFI) et des représentants de la Préfecture ont fait le déplacement. La maire Murielle Laurent* est, elle aussi, passée de l'autre côté de la rue de l'ancienne école.

Toutes les entrées et sorties du squat sont désormais bloquées par les CRS. Le recensement peut commencer.

« Ils devraient leur proposer des solutions de logement »
« Ce ne sont pas que des dossiers ! On gère des parcours de vie ! » Tandis que des occupants du squat attendent patiemment leur tour dans les files, d'attente

formées dans la cour de l'école désaffectée, notre sexagénaire fulmine : « Normalement, ils devraient leur proposer des solutions de logement, mais on les entend leur proposer des retours volontaires. »

Elle enchaîne : « Cette opération est menée dans le cadre du Plan de résorption des bidonvilles. On a travaillé des mois pour établir des diagnostics sociaux mais, finalement, le chantier reste ouvert. »

Près de 50 personnes transférées à Saint-Priest

En effet, les solutions de logement sont plutôt spartiates. Aux alentours de 9 heures, un bus réquisitionné pour l'occasion se gare devant le squat. Le chauffeur est chargé d'emmener près de cinquante personnes à Saint-Priest, dans le centre d'hébergement situé au sein de l'ancienne caserne Chabal. Selon une militante, « ils vont pouvoir être logés deux nuits, mais ensuite, ils seront à nouveau à la rue. »

Pas de quoi effrayer les familles qui s'engouffrent dans le car. « Je ne suis pas stressée, confie une mère de famille originaire de Roumanie. On a l'habitude. » Et un Albanais d'espérer : « On sera sûrement mieux là-bas. Ici il y a trop de monde. »

Au total, 51 personnes ont été prises en charge. Parmi elles, 48 (dont 21 mineurs) ont été transférées au centre de Saint-Priest et trois vont être hébergées dans le cadre du dispositif d'aide au retour volontaire. Quatorze personnes ont, en revanche, refusé la proposition de mise à l'abri (lire par ailleurs).

Solen WACKENHEIM et Pauline LOSBAR

* Sollicitée, la maire PS de Feyzin, Murielle Laurent, n'a pas donné suite à notre demande.



Les CRS bloquent l'entrée du squat pendant que les occupants se faisaient recenser par des représentants de la préfecture. Photo Progrès/Solen WACKENHEIM



« On a l'habitude », pointe une mère de famille originaire de Roumanie. Photo Progrès/Solen WACKENHEIM

REPÈRES

■ 2012

C'est l'année durant laquelle le groupe Total est devenu propriétaire du 9, rue Jean-Bouin à Feyzin. Le terrain a longtemps accueilli un établissement scolaire, inauguré en 2013 : l'école Georges-Brassens qui hébergeait une demi-douzaine de classes en élémentaire.

■ 2020

C'est l'année à partir de laquelle le site feyzinois a commencé à être squatté. Le groupe Total avait demandé l'expulsion des squatteurs au cours de cette même année 2020.

■ 250

C'est le nombre de personnes, au maximum, que le squat de l'ancienne école Georges-Brassens a pu accueillir au 9 de la rue Jean-Bouin.

■ 65

C'est le nombre d'occupants que les autorités ont recensé ce jeudi matin, lors de l'évacuation du squat.

« Face aux expulsions, une seule solution : réquisition ! »

« Ce site est implanté à proximité de la raffinerie Total, classée site Seveso, où l'implantation de caravanes et d'habitations légères est interdite au titre du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT). L'insécurité liée à l'environnement industriel et la dégradation des conditions de salubrité ont motivé l'évacuation de ce campement. » Dans un communiqué transmis dans la matinée, la Préfecture assure : « Afin que cette évacuation se déroule dans les meilleures conditions, un diagnostic social de l'ensemble des ménages a été réalisé, afin d'identifier les situations et vulnérabilités individuelles. »

Un gymnase de Lyon 7^e déjà occupé

Mais, pour les collectifs et soutiens, le constat est moins glorieux : « Une quinzaine de personnes se retrouvent à la rue. Et ce ne sont pas que des personnes isolées. Il y a aussi des familles ». Prêts à poursuivre le combat pour le « droit au logement pour tous », ces militants leur ont rapidement trouvé une solution d'urgence. Aux alentours de 16 heures, ce jeudi, ils avaient trouvé refuge dans un gymnase du 7^e arrondissement de Lyon, déjà occupé. Mais c'était sans compter les policiers venus en nombre dès 18 heures. « Face aux expulsions, une seule solution : réquisition ! » clame le collectif de la Calle.

S.W.



Le ton est parfois monté entre les militants et les représentants de la Préfecture. Photo Progrès/Solen WACKENHEIM

Article du Progrès du vendredi 17 septembre



Une ancienne école devenue lieu de vie pour plus d'une centaine de personnes sur la commune de Feyzin.

Un lieu sur lequel les habitants (européens, africains...) ont su dans leur grande diversité d'origines et de situations familiales cohabiter et s'organiser pour faire du lieu un espace de vie.

Un lieu sur lequel a été investi beaucoup de temps d'accompagnement financé par la DIHAL depuis un an via l'ALPIL (logement), ALYNEA (emploi), CLASSES (scolarité).

Un lieu sur lequel des investissements associatifs multiples ont permis d'accompagner la scolarité, l'accès aux droits, des apprentissages (santé, numérique...), des pratiques artistiques...

Un cas d'école

La résorption, c

En 2018, le Gouvernement a donné une nouvelle stratégie de résorption des bidonvilles avec un cadre de référence

« Résorber, cela signifie agir sur tous les bidonvilles, le plus tôt possible à l'accompagnement des personnes et à la résorption complète des camps »

Instruction du Gouvernement du 20 septembre 2018

Un objectif

- Réduire durablement le nombre de personnes, citoyens européens pour la plupart, vivant dans ces lieux de vie informels.

Un changement de modèle

- Dépasser une approche de court terme centrée sur les évacuations, trop souvent suivies de réinstallations.

Une méthode : des stratégies partenariales

- Conduire une action volontaire à l'échelle d'un territoire sur le long terme dans le cadre de stratégies territoriales multi-partenariales avec l'ensemble des parties prenantes (services de l'Etat, collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs de la société civile).

Une approche humaine, pragmatique et globale

extrait de

Point d'étape sur la nouvelle inspection donnée en 2018

diHal

pour un changement de modèle

Un an de partenariat, d'avancées pour les personnes, et au seuil de l'aboutissement de ce travail... une « conclusion » qui était déjà synonyme d'inquiétudes et de nuits blanches pour les habitants (depuis le passage d'un huissier le 13 juillet 2021 indiquant l'expulsion immédiate) et qui pouvait devenir un risque pour le dispositif mis en place : fermer « à l'ancienne »¹ un lieu, déclencher l'ouverture de plusieurs autres, mettre à mal une rentrée scolaire, perdre le travail d'accompagnement réalisé... bref reprendre l'ancien schéma dénoncé dans le document de 2018.

*Pourtant un autre chemin devrait être possible...
dans le dialogue et l'accompagnement
pour une « conclusion » humaine et efficace*

¹ Cf ce qui s'est pratiqué ces derniers mois sur plusieurs lieux dont le hangar tout proche de cette école.

expulsion/évacuation/résorption :

Nous faisons dans ce document le choix du mot expulsion pour coller à la réalité de ce qu'on vécu les familles sur place : pas de date annoncée, présence policière massive, un tiers des habitants ayant un hébergement proposé, nous sommes plus proches de ce que l'on appelle des expulsions que de ce qui était attendu : une évacuation/résorption de bidonvilles accompagnée.

Nous utilisons le mot résorption de façon restrictive pour faire référence au plan de résorption des bidonvilles piloté par la DIHAL.

Ce triptyque croise dans le vocabulaire les multiples dimensions de l'intervention du 16 septembre : plan de résorption des bidonvilles, proposition de retour au pays, contrôles d'identité en vue d'incarcération ou d'expulsions du territoire. Dimensions portées par la diversité des intervenants : préfecture DDETS, préfecture sécurité (commissaire, CRS...), PAF, OFII...

hébergement/logement

Nous utilisons le mot hébergement pour qualifier les lieux de vie officiels vers lesquels les familles ont pu être orientées/déplacées : des lieux d'accueil temporaires en général gérés par une structure associative pour le compte de l'état.

Nous réservons le mot logement aux lieux d'habitat non collectifs dans lesquels les familles rejoignent le droit commun : un habitat pour la famille, un propriétaire (quel qu'il soit : privé, public, associatif), un loyer.

Pour un plan de résorption des bidonvilles humain et efficace

Présents :

NB : Une rencontre qui a eu lieu

- avec les partenaires intervenants sur l'ex-école et des habitant.e.s
- le vendredi 10 septembre, quelques jours avant l'expulsion à un moment où nous ne savions pas encore quand elle devait avoir lieu.

1) Présentations

2) Pourquoi cette rencontre ? Et pour quoi ?

3) Bilan de l'année écoulée

4) On en fait quoi ?



Le pilotage Local du Plan



Renforcement positif du travail en commun, devenu nécessaire aussi en raison de la crise sanitaire

Les réunions du mercredi permettent de faire remonter plus vite les infos

Mais elles ne portent pas beaucoup de fruits en terme d'actions derrière

Manque de de pilotage opérationnel

- ✓ Pas de comité de pilotage contrairement aux engagements
- ✓ Tensions entre les deux têtes de la préfecture (sécurité/égalité des chances) qui met du flou sur le calendrier et les engagements à annoncer aux habitants



Ce que ça fait vivre aux habitants

- Un accompagnement qui parfois aboutit grâce à des moyens importants mis en œuvre
- Des aménagements sur les lieux grâce à la mobilisation d'institutions :
nettoisement de sites, raccordement à l'eau (métropole), ramassage des ordures...

- Mais l'angoisse d'expulsions annoncées (ex : Feyzin)

- ✓ sans proposition d'hébergement annoncée : peur d'être mis à la rue
- ✓ qu'elle se réalise ou pas



- L'absence de calendrier

- ✓ qui permettrait de se projeter dans un départ ou un maintien

- Des conditions de vie qui se dégradent quand l'expulsion est annoncée

- Des blocages pour l'accès aux droits

- ✓ Des institutions peuvent se retrancher derrière une expulsion à venir pour jouer la montre (ex : inscriptions de rentrée à feyzin)



Des limites connues

- Les familles « non concernées »
 - Hors du champ de l'accompagnement (hors UE)
 - Visées par des descentes de police visant au recensement
- Transbordeur : tout le monde orienté dans le même lieu alors que les recommandations du diagnostic social étaient de séparer les ménages
- Feyzin : habitants UE/hors UE ? c'est ça la raison de la lenteur ?
- La question de l'offre d'hébergement
 - Un fonctionnement au fil de l'eau avec la Maison de la Veille Sociale qui permet des choses (ex le hangar de Feyzin)
 - Un obstacle majeur pour la résorption des lieux importants
 - Une absence de traitement différencié entre les lieux
 - Une offre d'hébergement et d'accompagnement insuffisante qui met en difficulté les habitants et par ricochet les professionnels
- La tension entre *préfecture sécurité et égalité des chances*
 - *quelle décision prendra le nouveau préfet à la défense et la sécurité (Ivan Boucher)*
- La difficulté pour les petites communes à faire face



Des souhaits

- Annonce de calendriers clairs aux habitants et aux partenaires par la préfecture sur le terrain.
- Annonce claire d'une perspective de lieu d'hébergement
 - « On a besoin de savoir qu'on sera pas à la rue.»
- Annonce aux habitants concernés des destinations connues lorsqu'elles le sont.
 - « Si ils savent où on doit aller, ils n'ont qu'à nous le dire on ira, il n'y a pas besoin d'envoyer la police pour ça »
- Présence de la DIHAL sur le terrain
- Dialogue avec les habitants



Développer le volet « protection de l'enfance » en travaillant par exemple avec la brigade des mineurs

Ce qu'on en fait ?



- Donc ... remonter au « politique » puisqu'on constate des écarts entre les engagements pris et la réalité constatée.



- Un constat : une impulsion politique qui a donné lieu à un engagement technique



- Demande de RV à l'échelon politique (Christelle Bonnet et Laurent Willeman)

pour un bilan de l'année suite à la réunion de juin

- Faire venir la DIHAL

Ça fait partie de leur mission de venir voir comment ça se passe sur le terrain et s'ils viennent forcément la préf' se joindra à la rencontre

- Feyzin ?

Il y a une urgence de calendrier avec des conséquences pour les habitants qui ont besoin de savoir si c'est proche ou pas pour adapter leur implication sur le lieu ...



Ce qu'on en fait ? Des idées



- Demande de RV « politique » à la préf' :

Sarah (ALPIL) rédige un courrier qui serait envoyé collectivement



- DIHAL

Différentes propositions sont faites dont une qui serait de faire ça dans un deuxième temps sous forme d'une invitation au comité de pilotage suscité

- Feyzin ?

Questionner le mercredi ? c'est déjà régulièrement fait.

Donner la parole aux habitants : comment ? Dans quel espace ? (le mercredi ne semble pas adapté parce que concerne plein de lieux, nécessiterait une invitation?)



CE QU'ON EN FAIT ? **Action!**



- 1 Commune de 10 000 habitants environ, proche de Lyon. L'accueil d'un nombre aussi important de familles en grande précarité était une première pour cette commune de petite taille.
- 2 [Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement](#) pilote le Plan de Résorption des bidonvilles. Le document [RÉSORPTION DES BIDONVILLES - Point d'étape sur la nouvelle impulsion donnée en 2018](#) ouvrait des perspectives intéressantes pour ce qui était nommé comme un « changement de modèle ».
- 3 L' [ALPIL](#) est en charge de la coordination du dispositif sur la métropole et a réalisé le diagnostic social de l'ex-école avec l'association le Mas au printemps 2021
- 4 [Alynéa](#) est en charge de l'accompagnement vers l'emploi dans le cadre du Plan de résorption des Bidonvilles
- 5 [C.L.A.S.S.E.S.](#) est en charge de l'accompagnement de la scolarisation dans le cadre du Plan de résorption des Bidonvilles. Au-delà de cette mission, les membres de l'association propose bénévolement soutien, activités culturelles...
- 6 Cf note 2
- 7 Du 17 septembre au 7 octobre
- 8 Du côté de la caserne Chabal l'armée du salut : le lieu vidé pour insalubrité au printemps n'a pas encore pu être mis à niveau. Il a déjà reçu depuis 50 personnes évacuées d'un bidonville et là 39 personnes venues de l'ex-école G Brassens; les familles sont pour l'instant hébergées à plusieurs par pièces en attendant la rénovation en cours d'un bâtiment.
- 9 Du côté de l'Entraide Pierre Valdo qui a accepté d'héberger une famille lors de l'évacuation du gymnase occupé le jeudi 16 au soir, la famille a été accueillie « de façon insatisfaisante » d'après les mots d'une professionnelle dans la salle commune. La structure l'a ensuite hébergée dans un nouveau lieu : une auberge de jeunesse montée du chemin neuf.
- 10 en anticipation de l'expulsion du hangar de Feyzin (un squat voisin de l'ex-école G Brassens)
- 11 Elles ont dû se déplacer plusieurs fois dans les jours suivants suite à des interventions policières
- 12 Voir note 7
- 13 Voir note 8
- 14 Les textes en italique indentés sont des interviews enregistrées d'habitant.e.s du lieu par des membres de l'association C.L.A.S.S.E.S.
- 15 Le propriétaire TOTAL est à l'origine de cette demande
- 16 Nous avons demandé en juillet que la préfecture vienne expliquer le plan de résorption, la perspective d'hébergement ensuite, un calendrier... l'ALPIL était finalement venue fin juillet mais sans information précise à disposition sur le calendrier sur la suite, puisque le calendrier est celui de la préfecture.
- 17 une école qui n'avait pour l'instant aucun enfant du squat scolarisé en son sein
- 18 en fait les amis de l'Intersquat
- 19 voir CR p34
- 20 La personne qui pilote le Plan de Résorption des Bidonvilles a ce matin-là entre les mains une liste qui semble être la référence : qui est pris, qui ne l'est pas.
- 21 Voir note 8
- 22 [Office Français de l'immigration et de l'intégration](#)
- 23 Il ne participe pas aux opérations de contrôle, est seul et pilote visiblement l'organisation, il n'a pas non plus tout à fait le même équipement (non casqué)
- 24 Voir note 8
- 25 Au lieu dit « la mouche » du nom de la zone industrielle dans laquelle se situe le squat
- 26 Cf Corinne Morel-Darleux in « plutôt couler en beauté que flotter sans grâce » chap 13 : « aux hasards de l'actualité, le terme de *héros* est souvent usurpé, par négligence ou facilité, et confondu avec celui de *victime*. Tomber sous les coups du hasard [...]. Il me semble que la frontière réside entre réaction et intention, et que l'héroïsme ne naît qu'avec un choix effectué de manière délibérée. » Là l'intention de ces parents est manifeste.
- 27 Ouverture accompagnée par le collectif intersquat en janvier 2020
- 28 Médiation scolaire portée par Berthe, Sebastien, Sarah : inscriptions à l'école, lien avec les enseignants, les écoles, mise en place de soutiens au Corner sur place dans la salle Célaclasse... (voir en annexe)
- 29 Suite aux ateliers au hangar sur 2019/2020, 31 ateliers ont eu lieu dans la cour de l'école du 12 décembre 2020 au 11 septembre 2021 (voir en annexe)
- 30 bricolage/décoration pour la remise en état de la salle Célaclasse (C.L.A.S.S.E.S./A&D/groupe pioKs de Bron), temps festif avec la fanfare des pavés le 27 juin
- 31 voir en annexe : questions de vocabulaire
- 32 Un temps de travail à l'invitation de l'association C.L.A.S.S.E.S. réunissant trois habitant.e.s du lieu et les acteurs intervenant sur le lieu : ALPIL, MdM, Alynea, C.L.A.S.S.E.S. (voir CR p 34 en annexe)
- 33 Des dialogues continus sur place avec les habitant.e.s, des entretiens décryptés avec deux d'entre eux.